

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 04/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2022

Contexte et constats

Publié sur 

IDEA Services Vrac

Site du silo de Saint Nazaire
ZAC de Cadréan - BP 55
44550 MONTOIR DE BRETAGNE

Référence : N2-2022-0795
Code AIOT : 0006302109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2022 dans l'établissement IDEA Services Vrac implanté Quai des Grands Puits 44600 ST NAZAIRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IDEA Services vrac
- Quai des Grands Puits 44600 ST NAZAIRE
- Code AIOT : 0006302109
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED: Non IED

La société est spécialisée dans le stockage de céréales. Ses activités sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 1999 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 29 décembre 2006 et 11 août 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites réservées à la précédente inspection;

- les émissions de poussières;
- le respect des dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2160;
- le contrôle des installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23	/	Sans objet
4	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article 9.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Diagnostic décennal de solidité - Constat visite du 22/09/2017	AP Complémentaire du 29/12/2006, article 3.2	/	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	/	Sans objet
5	Emissions de poussières	Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article 7.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté, au cours de ce contrôle, des non-conformités pour lesquelles l'exploitant devra justifier de mesures correctives.

L'exploitant fera part de l'ensemble de ses propositions d'actions correctives sous 1 mois accompagnées d'un échéancier de mise en oeuvre pour chacune des demandes d'actions formulées en gras dans les fiches de constats.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/12/2006, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Diagnostic décennal de solidité des structures béton
Point de contrôle déjà contrôlé : Oui le 22/09/2017
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant procède tous les dix ans à un diagnostic de la solidité des structures béton. Le prochain diagnostic est réalisé avant le 31/12/2008.</p> <p>Constats : Une des préconisations du diagnostic visuel du silo vertical 28/07/2008 réalisé par ARCADIS était le suivi du fissuromètre (cellules 4 et 44 + poutre de la paroi soufflable). Lors de l'inspection du 22/09/2017, l'exploitant a indiqué qu'un suivi visuel était réalisé tous les semestres, mais ce suivi n'était pas matérialisé.</p> <p>L'exploitant a présenté le relevé du fissuromètre. Une mesure est réalisée tous les semestres.</p> <p>L'exploitant a présenté les conclusions du diagnostic visuel du silo vertical réalisé le 04/06/2019 par SOCOTEC. Les travaux proposés en 2008 par ARCADIS ont été actualisés:</p> <p>1. Joint de Dilatation jonction tour/bâtiment cellules: Contrôle de l'ouverture du joint de dilatation par mise en place d'un fissuromètre sur une période proposée d'un an.</p> <p>L'exploitant a présenté le relevé du fissuromètre mis en place entre le 6e étage de la tour et l'espace sous-cellules.</p> <p>2. Eclats de béton/aciers corrodés Façade et encadrement des huisseries: - Purges des éclats - Diminution du taux de chlorure - Traitement des aciers dégagés - Reprise du bétonnage (béton sans retrait) - Mise en oeuvre d'un revêtement</p> <p>L'exploitant a indiqué que ces désordres avaient été repris par ST Services en 2021.</p> <p>3. Fissures - Défaut d'étanchéité des bandes: - Pour les fissures non évolutives (dites passives) nettoyage de la fissure - Séchage - Injection et passivation des aciers - Mise en place d'un revêtement souple extérieur</p> <p>L'exploitant a présenté la facture des travaux de maçonnerie réalisés par ST Service le 07/07/2021.</p> <p>4. Etanchéités des toitures-terrasses Réfections des étanchéités des toitures, reprise des pentes si nécessaire</p> <p>L'exploitant a présenté la facture des travaux réalisés sur la couverture du silo par la société TALLOT le 31/01/2019.</p> <p>5. Menuiseries métalliques Remplacement du verre cassé</p> <p>L'exploitant a indiqué que le verre cassé n'avait pas été remplacé.</p> <p>6. Joint de Dilatation jonction tour/bâtiment cellules Traitement du joint de dilatation après étude complémentaire Dans le cas où l'évolution est importante une étude de sol/fondation sera recommandée</p>

L'exploitant a indiqué qu'un joint de dilatation a été posé par ST Services et qu'un repère de lecture a été mis en place au niveau de ce joint de dilatation qui est mesuré annuellement au pied à coulisse. L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu d'évolution à ce jour et donc qu'il n'y a pas eu de travaux de déclenchés.

7. Mousse en façade/conservation de l'humidité

Nettoyage des façades du bâtiment

Un ravalement complet serait recommandé après traitement des désordres pour reprise des micros fissures et assurer une étanchéité de la structure

L'exploitant a indiqué que ce point n'avait pas été réalisé et qu'il n'était pas programmé à court terme.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dispositions d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Le personnel reçoit une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'installation. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle est mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p> <p>L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie est signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents ou incidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le responsable du site de Saint-Nazaire est désigné comme personne référente. Sa fiche de poste a été présentée.</p> <p>Le responsable du site et son adjoint ont reçu une formation sur les grands principes de l'incendie et de l'explosion délivrée respectivement en 2008 et 2013 par l'INERIS.</p> <p>Aucune mise à jour et aucun renouvellement de cette formation n'ont été réalisés.</p> <p>Former l'ensemble du personnel aux risques particuliers liés à l'installation.</p> <p>Renouveler régulièrement la formation pour les employés déjà formés.</p> <p>Tout le personnel est formé aux risques ATEX. Des renouvellements sont programmés en septembre 2022.</p> <p>Des formations relatives aux espaces confinés sont également programmés pour certains employés.</p> <p>L'exploitant a présenté le tableau de prévention des situations d'urgence. Il comprend:</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de la situation d'urgence;- les événements redoutés et les conséquences;- les causes;- l'existence de consignes;- les mesures de maîtrise des risques associés;- les événements ou exercices associés. <p>Vérifier que l'ensemble des éléments de l'étude de dangers du 20 mars 2007 et de l'étude du comportement des cellules, de la tour et des galeries lors d'une explosion de poussières du 9 septembre 2008 ont été pris en compte dans ce registre.</p>

Ce tableau est mis à jour à chaque exercice et lors de chaque évènement recensé.
Faire apparaître la date de mise à jour du registre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification annuelle. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions des articles 16 et 17 du présent arrêté.
<p>Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des installations électriques réalisés du 12 au 14/10/2021 par DEKRA.</p> <p>22 observations ont été relevées dont 16 de niveau 2 et 6 de niveau 3.</p> <p>La réalisation des travaux de mise en conformité est annotée directement sur le rapport (date et initiale de la personne ayant réalisé les travaux).</p> <p>Le jour de l'inspection, 14 observations de niveau 2 avaient fait l'objet de travaux.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les travaux sont réalisés en fonction de la disponibilité des équipements concernés.</p> <p>Ce contrôle n'a pas porté sur l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder annuellement à des mesures des émissions de poussières. Leurs résultats sont transmis à l'inspecteur des établissements classés dans le mois qui suit le prélèvement.
Constats : Le dernier contrôle date du 26/03/2014. La fréquence des mesures des émissions de poussières n'est pas respectée. L'exploitant a indiqué avoir passé commande auprès d'un bureau de contrôles pour réaliser des mesures en 2022 lors d'un chargement de bateau mais que le délai de prévenance (1 à 3 jours), suite à confirmation de l'export par bateau, ne permet pas au bureau de contrôles de s'organiser. L'exploitant a également indiqué qu'il n'avait pas de vision sur les prochains entrants qui permettraient de faire fonctionner les filtres des transporteurs. Faire réaliser les mesures portants sur la qualité des rejets atmosphériques dès que possible Veiller à respecter la fréquence des mesures sous peine de propositions de mise en demeure lors de la prochaine visite.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/1999, article 7.4
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les sources émettrices de poussières (jetées d'élévateurs ou de transporteurs) sont capotées. Elles sont étanches ou munies de dispositifs d'aspiration et de canalisation de transport de l'air poussiéreux. Cet air est dépoussiéré dans les conditions prévues à l'article 9.2 et au moyen de systèmes de dépoussiérage.</p> <p>Constats : L'inspection s'est déroulée lors d'un chargement d'un bateau de blé (7700 t de blé). Pour réduire les émissions de poussières lors du chargement, les céréales sont pulvérisées d'anti-poussière végétal (huile alimentaire et additif). L'installation est équipée de plusieurs points de nébulisation. Selon l'exploitant, cette nébulisation est efficace à 80%. Un réservoir de 1000l de cet anti-poussière est présent sur l'installation de chargement. L'exploitant possède également une réserve de 20000l. La consommation de cet anti-poussière est estimée à 80-100l pour 400t de céréales. Le rapport relatif au navire en cours de chargement précise si le traitement anti-poussière est mis en oeuvre. Pour vérifier l'efficacité du système, l'inspection a comparé pendant plusieurs minutes le chargement sans mise en place du système de nébulisation et avec mise en place de ce système. L'inspection a constaté que les émissions de poussières sont réduites dans le cas de l'utilisation du système de nébulisation. Suite au départ de feu dans le filtre à poussières au 8ème étage en 2015, des travaux ont été réalisés en août 2017 (isolement des circuits, modifications des filtres). Pour réduire les poussières en circulation, le filtre centralisé a été remplacé par des filtres autonomes en pied et tête d'élévateur et au niveau du B06, positionnés à la chute du grain, là où les émissions de poussières sont les plus importantes. Le procès verbal de réception de mise en oeuvre des filtres et des conduits établi par la SAM le 24/08/2017 a été présenté.</p> <p>L'exploitant veillera à continuer à mettre en oeuvre toutes les solutions permettant de réduire les émissions de poussières. Une analyse des solutions techniques existantes doit être régulièrement menée.</p> <p>Observations : Dans le cadre de l'étude de zone, l'exploitant a transmis à l'inspection la nature des produits utilisés sur son site de Saint-Nazaire pour la conservation des céréales, le traitement des surfaces des magasins, leurs fiches de données sécurité et la consommation annuelle de ces produits.</p> <p>Compléter ces données avec des informations sur les traitements que les céréales qui entrent sur le site ont pu recevoir (nature des produits, FDS, existence de normes sanitaires sur la qualité des céréales etc.). En effet, certaines associations ou élus craignent que les traitements subis en amont de leur arrivée sur le site notamment puissent amener à une dangerosité des poussières émises en phase de déchargement des bateaux ou lors des différentes manipulations. Sur ce point, il paraît important d'indiquer l'origine des céréales pris en charge sur le site (céréales 100% français? ou en provenance pour partie de l'étranger) et le traitement potentiellement mis en oeuvre en amont (en France et à l'étranger). Justifier l'absence d'enjeux sanitaires associés aux émissions de substances potentiellement contenues dans les poussières de céréales vis à vis des populations voisines.</p>

Par ailleurs, la base de données de la DRAAF fait état de l'utilisation de phosphore d'aluminium sur la zone. Cette substance est utilisée pour un usage biocide (désinsectisation et dératisation par fumigation des ouvrages de stockage des denrées récoltées).

Vérifier si ce type de produit est utilisé sur le site de Saint-Nazaire et justifier de l'absence d'enjeu sanitaire pour les populations environnantes.

Par ailleurs, en dehors des rapports attendus sur les émissions canalisées, disposez vous d'éléments permettant d'estimer les émissions diffuses issues de vos opérations de chargement de bateaux notamment (existence de ratio d'émission ou autres données exploitables?).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet